

Normandie - Région**France Haras apportera trente emplois au Pin**

La réforme des Haras nationaux avance au grand trot. Un Groupement d'intérêt public (GIP) va s'installer au Pin et une nouvelle organisation se mettre en place. À la clef, de 30 à 40 emplois.

D'ici quelques jours est attendu le décret annonçant la création de France Haras. Il s'agit d'un GIP concernant tous les haras dont le siège devrait, sauf énorme surprise, s'installer au Pin. C'est le préfet de l'Orne, Bertrand Maréchaux, qui le confirme : **« France Haras devrait avoir son siège au Pin, ce qui représente trente à quarante emplois. Le groupement réunit les grandes collectivités territoriales (Région, Département), l'État, les professionnels privés et étalonniers. »**

Pour Le Pin c'est une excellente nouvelle, une garantie pour l'avenir et des emplois créés. Le groupement va désormais placer l'établissement, déjà mondialement connu, sous une gestion mixte public-privé. Les détails en seront précisés dans une future convention. Il s'agira de savoir qui fait quoi. Par exemple, les bâtiments, superbes mais très coûteux pour l'État, pourraient relever de la Région et du département de l'Orne. En contrepartie, **« à partir du moment où les collectivités s'engagent, elles seront parties prenantes et auront accès aux décisions »**, ajoute Bertrand Maréchaux.

C'est d'ailleurs tout le sens de la réforme des Haras, voulue par la RGPP (Réforme générale des politiques publiques) : alléger les coûts de ce qui pouvait apparaître comme un luxe, une « danseuse de l'État », et partager les responsabilités. **« Était-il encore du ressort de l'État de rester dans l'étalonnage? »** Interroge le préfet. **« Nous sommes sûrs qu'un secteur privé concurrentiel dans le domaine de l'étalonnage va assurer la pérennité de l'activité. »** Reste à savoir combien de haras seront maintenus en France : treize ? Onze ? Neuf sites ?

Plus de risque de fermeture

Tout comme Alain Lambert, président du conseil général de l'Orne, avait confirmé, début février, que **« la fermeture du Haras du Pin ne paraît plus à l'ordre du jour »**, le préfet Maréchaux va bien plus loin : **« Jamais l'État ne se désintéressera du Pin. C'est un dossier symboliquement très fort, un patrimoine national. On sous-estime en France ce que représente Le Pin à l'étranger. C'est la vitrine du savoir-faire français en matière d'excellence. »** Et de citer, entre autres, les liens avec les haras royaux du Maroc. Le Pin devient de plus en plus un ambassadeur dans la politique étrangère de la France. Et pas seulement un haut lieu touristique.

Que va-t-il se passer à présent ? Sous la houlette du préfet Jean-François Etienne des Rosais, pressenti pour la présidence de l'Institut français du cheval et de l'équitation (IFCE), conseiller du président de la République pour les questions équestres, se prépare la nouvelle organisation des Haras. Très probablement, ils conserveront tout ce qui touche les événements équestres sportifs. Et quelques activités d'étalonnages pour les pur-sang.

Eric de GRANDMAISON.

Tous droits réservés : Ouest-France

AB6CC1877CC05804900603A14300A1A49D01224C93273290956C673